

PCF

PARTI
COMMUNISTE
FRANÇAIS **59**

Les profits battent tous les records, mais les fins de mois sont de plus en plus dures !

LES PROFITS EXPLOSENT !

| | |
|-----------------|--|
| Total | + 23 % <small>(9 milliards d'euros)</small> |
| BNP | + 24 % |
| L'Oréal | + 143 % |
| Renault | + 55 % |
| Arcelor | + 872 % |
| Danone | + 10 % |
| Schneider | + 30 % |
| Bouygues | + 41 % |

LA FRANCE EST DEVENUE LE PAYS DES BAS SALAIRES

La moitié des salariés gagne moins de 1 460 € nets par mois. Nombreux sont les salariés qui n'arrivent plus à vivre de leur travail (temps partiel contraint, emplois temporaires).

RMI

Depuis 2002 le pouvoir d'achat du RMI ne cesse de baisser. Le PCF réclame une prime immédiate de 300 € par famille !

Et on ose nous parler de solidarité. Quelle solidarité et pour qui ?

Constitution européenne...

AU CŒUR DE NOTRE VIE QUOTIDIENNE

La Constitution européenne ?

« C'est trop compliqué »... « En quoi cela me concerne ? »...

« Qu'est ce que cela va changer pour moi ? » ...

« C'est une affaire qui a été décidée là-haut ... sans moi ! »

Tels sont les propos souvent entendus !

Pourtant **ce projet concerne votre vie de tous les jours**. Pour preuve, à chaque fois que le gouvernement ou le patronat s'attaquent aux acquis sociaux, au pouvoir d'achat, ils déclarent « C'est Bruxelles qui décide... Nous n'y pouvons rien... » A chaque fois qu'ils veulent baisser notre niveau de vie, nos salaires... Ils disent « nous ne sommes pas seul... Il faut adapter l'économie et les finances de la France aux autres pays européens, concurrence oblige... » **Notre vie quotidienne est rythmée par les décisions de Bruxelles.**

Vous êtes indécis, méfiants, mais vous voulez comprendre, vous faire votre opinion.

LA CONSTITUTION PARLONS-EN !

Elle inscrit le capitalisme, la concurrence entre les individus et les peuples, comme principe supérieur à tous les autres ; elle impose aux Etats et donc à la France de réduire les dépenses pour l'école, le logement, la santé, les transports, les retraites...

Elle aggrave ainsi la pénurie de logement, la précarité, les inégalités croissantes face à la maladie, à l'éducation, restrictions des aides sociales, des allocations familiales et de chômage... Telles seront les conséquences d'un nivellement par le bas au plan européen.

Je refuse cette Europe de la pauvreté et du chômage. Pour améliorer ma vie quotidienne, je décide de m'en mêler en votant Non !

Un NON majoritaire lors du référendum, c'est maintenir l'espoir d'un vrai changement. Un NON majoritaire marquerait un sévère coup d'arrêt à la politique anti-sociale des Chirac, Raffarin, Sarkozy.

Comble du comble !

Les maires communistes poursuivis en justice **pour avoir interdit les coupures d'électricité** sur le territoire de leurs communes. (Annick Mattighello à Louvroil, Bernard Ethuin à Haveluy, Serge Vanderhoven à Vieux-Condé...) Et aujourd'hui c'est EDF qui poursuit Alain Bocquet. Pour quelle raison : simplement pour faire annuler l'arrêté municipal interdisant les coupures d'électricité sur le territoire communal (St-Amand les Eaux) des familles en difficulté pour des raisons économiques et sociales. Ces recours ne visent qu'à maintenir des familles confrontées à la pauvreté dans une situation d'abandon et d'exclusion.

ET ON OSE NOUS PARLER DE PLAN DE COHESION SOCIAL !

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans le texte de la Constitution le mot « marché » est cité 178 fois, le mot « banque » 130 fois, « concurrence » 27 fois... Par contre le mot « social » seulement 3 fois, « plein emploi » 1 fois, ne sont jamais cités « retraite », « laïcité »...

J'AIME L'EUROPE JE VOTE NON



Tout est fait pour que le vrai débat sur l'Europe n'est pas lieu et pour cause...

LA CONSTITUTION CHIRAC - RAFFARIN - SEILLIÈRE FAIT DISPARAÎTRE LES DROITS FONDAMENTAUX

par exemple :

- « le droit à l'emploi » est remplacé par « la liberté de travailler »... Celle de chercher un emploi.
- « le droit à un revenu de remplacement » en cas de perte d'emploi, est remplacé par « le droit d'accéder à un revenu de remplacement ».
- « le droit au logement » par « le droit à une aide au logement »...
- rien sur les **retraites**...

Ces modifications ne sont pas de simples formules que l'on change mais sont des remises en cause considérables de nos acquis sociaux. Cette Constitution va encore plus fragiliser les précaires et augmenter les inégalités. Elle creuse davantage le fossé entre les riches et les pauvres.

Emploi : échec de Raffarin

Le chômage ne cesse d'augmenter !

Pour la première fois en cinq ans, le chômage atteint une nouvelle fois la barre des 10%. Le nombre des demandeurs d'emploi progresse de 0,7% pour atteindre 2 461 600 personnes, selon les statistiques du ministère du Travail.

Le PCF réclame l'arrêt immédiat des licenciements des délocalisations et des restructurations

Retraités en colère !

Alors que le gouvernement a revalorisé les pensions et les retraites d'un petit 2% au 1^{er} janvier, on note les mesures qui font dégringoler leurs pouvoirs d'achat, en particulier : la hausse du forfait hospitalier, le déremboursement de médicaments, la franchise d'un euros sur les actes médicaux, la hausse des cotisations des mutuelles, les hausses de loyers, des transports, de l'électricité, du timbre postal...

Droit au logement

Le 15 mars, c'est la fin de la trêve hivernale qui protège les familles. « **Refuser les expulsions ! C'est un devoir de protection** » déclarent les élus communistes qui appellent à multiplier les arrêtés anti-expulsions dans toute notre région.